

Les crédits

Je voudrais simplement vous lire un court extrait d'un article paru dans le *Winnipeg Free Press* du 19 février. Voici ce qu'écrivait le chroniqueur agricole, et non pas un agriculteur, sous le titre suivant: «Bonjour Mississippi, au revoir Thunder Bay»:

Il est possible que la célèbre voie navigable américaine devienne la nouvelle voie d'acheminement du grain du Manitoba lorsque, Ottawa modifiera sa politique de subvention au transport du grain plus tard cette année.

Des études de la Commission canadienne du blé révèlent déjà que si l'on élimine l'incidence de la subvention au transport du grain canadien, il sera plus économique d'acheminer le grain par le Mississippi plutôt que par la Voie maritime du Saint-Laurent.

Selon Rask Klagenberg, un producteur de Selkirk, les agriculteurs insisteront pour avoir accès au fleuve américain.

• (1350)

La Chambre peut voir que les agriculteurs ne sont pas les seuls à faire ces constatations; d'autres en parlent, car c'est la réalité. Nous devons trouver une solution.

Ce qui m'étonne vraiment, c'est que les organismes agricoles n'aient pas soulevé ces problèmes plus tôt pour que nous puissions les régler avant de nous retrouver en pareille situation. Je viens de recevoir un rapport de Manitoba Pool Elevators ou de Prairie Pools Inc. Voici ce qu'on lit dans le document: «En 1993, les impôts fonciers que les exploitants de silos terminus doivent payer au port de Vancouver sont en moyenne six fois plus élevés que ceux de terminaux de taille comparable dans le port américain de Seattle.» Cela semble déjà très élevé, et les céréaliculteurs trouvent cela désastreux.

Écoutez maintenant ce que le document dit au sujet de Thunder Bay: «Les impôts fonciers que paient les exploitants de silos à Thunder Bay sont plus de 25 fois plus élevés que ceux de terminaux de taille semblable dans le port américain de Duluth.» Comment pouvons-nous être concurrentiels avec des impôts exorbitants comme ceux-là et d'autres coûts tout aussi excessifs?

Le rapport dit encore: «Les deux sociétés ferroviaires du Canada paient plus de 640 millions de dollars par année en taxes sur le carburant et les ventes, et en impôts fonciers, alors que le réseau ferroviaire américain a droit à des incitatifs fiscaux pour maintenir les services ferroviaires.»

Voilà certains des problèmes auxquels nous devons faire face dans le secteur céréalier. J'espère que nous pourrions trouver une solution et garder ces emplois au Canada au lieu de les laisser partir aux États-Unis comme cela s'est passé dans bien d'autres secteurs.

[Français]

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Monsieur le Président, comme mon collègue du Parti réformiste vient de le signaler, au Canada, il y a deux solitudes. Des agriculteurs dans son coin de pays trouvent qu'ils sont injustement traités. Mes agriculteurs du Québec, et particulièrement les agriculteurs laitiers, trouvent qu'ils sont également traités injustement. Moi, je pense qu'il est de mon devoir de rappeler à cette Chambre, ici, quelques chiffres très éloquentes des parts des dépenses du gouvernement fédéral en matière d'agriculture.

J'ai deux dates que j'ai pigées au hasard. En 1980, dans l'Ouest, le gouvernement fédéral a dépensé 55 p. 100 du budget et en 1993, 60 p. 100, tandis qu'au Québec, en 1980, on a dépensé 16,4 p. 100 du budget—je précise les virgules, parce que c'est important un ,4 avec un petit 16 p. 100—et en 1993, 12,4 p. 100. Voyez-vous, dans l'Ouest, ce sont 55 et 60 p. 100, alors qu'au Québec, ce sont 16,4 et 12,4 p. 100.

Pourtant, le Québec génère des recettes monétaires canadiennes en agriculture de 17 p. 100. On représente, vous le savez mieux que moi, 24 p. 100 de la population. Mieux encore, je prends maintenant secteur agricole après secteur agricole, par exemple les pommes de terre. En ce qui concerne les superficies cultivées, dans l'Ouest, on a une augmentation de 30 p. 100 de 1981 à 1991. Au Québec, on a une diminution de 2 p. 100. Pour la production bovine, le boeuf, on a une augmentation de 4 p. 100 dans l'Ouest et une diminution de 13 p. 100 dans l'Est.

Pour le porc, le cheptel, et je termine là-dessus, on a une augmentation de 39 p. 100 dans l'Ouest et une diminution de 16 p. 100 au Québec. Pour l'agneau, on a une augmentation de 33 p. 100 dans l'Ouest et une augmentation de 8 p. 100 au Québec, et c'est partout comme cela. Voyez-vous, c'est ce que l'on veut dire, lorsqu'on parle de la diversification dans l'Ouest, à même nos taxes.

• (1355)

Les Québécois vont payer pour se faire concurrencer d'une façon déloyale. C'est ce que nous dénonçons aujourd'hui. Et j'avertis les réformistes et le Parti libéral que chaque fois que les Québécois seront traités injustement, nous, du Bloc québécois, allons nous lever et crier haut et fort.

[Traduction]

M. Hoepfner: Monsieur le Président, je remercie le député de ces remarques; elles sont probablement très justes.

Je crains vraiment qu'une catastrophe environnementale ne se produise au Québec, car avec la quantité de larmes qui ont été versées dans cette province dernièrement, l'eau potable risque fort de s'y transformer en eau salée. Que ferions-nous alors? Je détesterais être témoin de cela.

Je reconnais le bien-fondé de certaines de ces observations. J'aimerais aussi souligner que le budget de l'agriculture représente environ 2 p. 100 du budget global, et peut-être même moins, alors qu'au moins 8 p. 100 du produit intérieur brut proviennent du secteur agricole. L'agriculture fournit 15 p. 100 des emplois. C'est un secteur très important que nous avons probablement négligé, au Québec comme dans l'ouest du Canada. J'aimerais que les députés du Bloc nous aident à rectifier cette situation au lieu de simplement critiquer.

Je persiste à dire que pour qu'un pays se porte bien, il faut que son secteur agricole se porte bien. Dès que nous aurons compris qu'il faut nous employer à résoudre les problèmes tous ensemble et à faire fi de nos dissensions, nous aurons un pays où il sera plus agréable de vivre, que ce soit au Québec ou dans l'ouest du Canada. C'est cela que je voudrais vraiment faire ressortir.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake, NPD): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député qui vient de prendre la parole.